

*L'Adresse**[Traduction]*

M. Solomon: Monsieur le Président, j'ai raté la fin de la question du député. Je lui serais reconnaissant de bien vouloir répéter.

[Français]

Le président suppléant (M. Kilger): Je demanderais au député de Lévis de bien vouloir répéter brièvement son commentaire et sa question pour que le député de Régina—Lumsden puisse répliquer.

M. Dubé: Cela me donne plus de temps, et je vous en remercie. Essentiellement, je disais qu'au Québec, il n'est arrivé qu'une seule fois qu'un député du NPD soit élu. C'était le député de Chambly qui a été élu dans le cadre d'une élection partielle. Malgré son dévouement, son dynamisme et son potentiel personnel, il a décidé de ne pas se représenter à l'élection générale. De notre point de vue, c'était justement à cause de l'insensibilité de son parti vis-à-vis de ce qui se passait au Québec.

Prenant acte du résultat des élections démocratiques du 25 octobre dernier, son parti veut-il réviser sa position face à l'optique d'un gouvernement central fort?

[Traduction]

M. Solomon: Monsieur le Président, la question du député est, à mon sens, très importante. Le Nouveau Parti démocratique croit en la démocratie. Nous avons participé à une campagne électorale, nous avions des candidats dans toutes les circonscriptions et nous proposons un programme d'emploi qui, selon nous, avait toutes les chances de donner de bons résultats. Ce programme d'emploi a plu à beaucoup de gens et a été très populaire. Il a été si populaire, à vrai dire, que le Parti libéral a pris le document, l'a recouvert d'une jaquette rouge et en a fait la promotion, comme s'il s'était agi d'un train de mesures de son cru. Malheureusement, il a connu plus de succès que nous.

Certes, le député a raison, je ne suis pas un expert du Québec. Cependant, en tant que parti, nous croyons vraiment en l'efficacité du gouvernement. Les libéraux et les conservateurs mènent des campagnes avec pour slogan l'inefficacité du gouvernement. Élisez-nous et nous vous le démontrerons.

Nous croyons que le gouvernement accomplit quand même des choses. Par contre, si les démocrates étaient au pouvoir, vous verriez! En Saskatchewan, où ça a été le cas pendant 36 des 50 dernières années, un grand nombre de programmes qui sont maintenant appliqués à l'ensemble du Canada, dont l'assurance-maladie, pour ne citer que celui-là, y ont été adoptés. Si nous ne croyions pas en l'efficacité du gouvernement, nous ne nous porterions probablement pas candidats, ce que nous faisons dans l'espoir de former le gouvernement, un gouvernement qui sera au service de la population dont il tire son pouvoir de gouverner.

Je crois beaucoup dans la fonction publique. Je crois que tous ceux qui siègent dans cette enceinte, au Parlement, sont arrivés avec des intentions honorables. Je le crois vraiment. Je pense que nous voulons tous que la situation de notre pays soit bien meilleure au bout de quatre ans qu'elle ne l'était à notre arrivée ici.

Je crois encore que le gouvernement doit être investi de certains pouvoirs, exercer une certaine influence et posséder cer-

tains instruments économiques, surtout quand les temps sont difficiles. Quand l'économie est en mauvaise posture, en très mauvaise posture, et que les emplois font défaut, il est très important que les gouvernements fassent preuve d'initiative et se servent des instruments économiques dont est doté tout gouvernement central pour créer des emplois dans tout le pays. Enfin, je crois aussi beaucoup dans un gouvernement central fort. Cette idée n'est peut-être pas aussi comprise que nous le souhaiterions à l'échelle nationale. Voilà pourquoi j'en ai touché un mot ce soir. Je remercie beaucoup le député de sa question.

• (1945)

M. Jack Hoeppner (Lisgar—Marquette): Monsieur le Président, je voudrais saisir cette occasion pour vous féliciter de votre nomination. J'en profite également pour féliciter mes collègues de leur élection ou de leur réélection. Je voudrais remercier particulièrement mes électeurs de Lisgar—Marquette, qui ont placé leur confiance en moi pour que je les représente au cours de cette 35^e législature. J'ai également une dette de reconnaissance envers ma bonne épouse, Fran, qui m'honore de son soutien et de son amitié depuis 32 ans.

La circonscription de Lisgar—Marquette est une région très diversifiée. L'agriculture y est l'industrie principale. Nous cultivons de tout: des légumes tels que des pommes de terre, des oignons et des carottes destinés à la vente, ainsi que des fruits, entre autres des pommes et des bleuets. Nous produisons également des céréales secondaires, en plus de récoltes spéciales comme des lentilles, des betteraves et de la moutarde blanche, de même que des plantes oléagineuses telles que du colza canola, du tournesol et du lin. Nous avons également des producteurs de bœuf, de lait, d'œufs et de volaille.

Nous fabriquons également toutes sortes de produits, dont de petites machines agricoles, des remorques de céréales et des véhicules de tourisme.

Les paysages magnifiques abondent aussi à Lisgar—Marquette. Nous sommes chanceux d'avoir la vallée Pembina, qui offre des activités de loisir en abondance. Des terres fertiles de la vallée de la rivière Rouge au désert splendide et exceptionnel de la forêt d'épinettes à Glenboro, Lisgar—Marquette est vraiment un endroit remarquable où vivre.

Les électeurs de Lisgar—Marquette m'ont chargé d'un message clair: que la Chambre des communes redevienne la voix de la population et que politiciens et fonctionnaires soient responsables devant les contribuables canadiens.

Les habitants de Lisgar—Marquette sont très inquiets de la situation financière et politique de notre pays, ainsi que du moral de la population. Le pays que nos ancêtres ont mis cent ans à bâtir a été tellement mal géré par les gouvernements libéral et conservateur ces vingt dernières années qu'il court tout droit à la faillite. Les travailleurs ordinaires ont sans cesse augmenté la production, de sorte que notre pays n'a pas connu, dans le secteur manufacturier, de déficit commercial au cours de ces deux dernières décennies. Alors que nous traversons l'une des périodes les plus productives de notre histoire, l'élite de notre pays non seulement n'a pas su gérer l'économie, mais a hypothéqué l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants.